

# **RÈGLEMENT LES PRESTATIONS MODALITÉS PRATIQUES**

Dernière mise à jour : 1<sup>er</sup> janvier 2015

## **SOMMAIRE**

	<b>Page</b>
<b>PRÉAMBULE</b>	<b>2</b>
<b>CHAPITRE 1 : Prestations</b>	<b>2</b>
<b>Sous-Chapitre 1 : Prestations ouvertes à tous</b>	<b>2</b>
<b>Sous-Chapitre 2 : Prestations soumises à barème</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE 2 : Prêts</b>	<b>6</b>
<b>Sous-Chapitre 1 : Prêts non soumis à condition de ressources</b>	<b>6</b>
<b>Sous-Chapitre 2 : Prêts soumis à condition de ressources</b>	<b>7</b>
<b>Sous-Chapitre 3 : Modalités d'attribution et de remboursement des prêts</b>	<b>8</b>
<b>Sous-Chapitre 4 : Prêt accordé par le CMP Banque</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE 3 : Ticket CESU</b>	<b>9</b>
<b>CHAPITRE 4 : Culture, billetterie et loisirs</b>	<b>9</b>
<b>CHAPITRE 5 : Votre quotidien</b>	<b>10</b>
<b>CHAPITRE 6 : Vacances</b>	<b>11</b>
<b>CHAPITRE 7 : Conditions de ressources</b>	<b>12</b>

## PRÉAMBULE : BÉNÉFICIAIRES DU CNAS

Se reporter à l'Article 6 du Règlement de Fonctionnement.

## CHAPITRE 1 : PRESTATIONS

Pour l'ensemble des prestations le délai de forclusion est de 1 an à compter de la date de l'évènement.

Pour connaître les pièces justificatives à joindre obligatoirement aux dossiers de demande de prestation, se référer aux formulaires de demandes ou sur [www.cnas.fr](http://www.cnas.fr). Toutes les prestations concernant les enfants sont accordées à l'agent séparé, divorcé ou célibataire qui n'a pas la garde permanente de son (ou de ses) enfant(s). Pour les prestations "séjours vacances enfants", "accueil de loisirs", "garde de jeune enfant", "classe d'environnement", "séjour linguistique", "stage de moniteur ou d'animateur" et "soutien à l'éveil culturel" l'agent doit avoir assumé la charge financière du séjour, et une facture à son nom doit être accompagnée de sa demande.

Le CNAS se réserve le droit de réclamer le remboursement des prestations dans les cas suivants :

– Erreur du CNAS – Fausse déclaration du bénéficiaire – Bénéficiaire radié à la date de l'évènement de la prestation.

(\*) Le bénéficiaire doit obligatoirement participer au séjour, sauf colonie.

### SOUS-CHAPITRE 1 : PRESTATIONS OUVERTES À TOUS

#### ARTICLE 1

Une prestation forfaitaire annuelle de 200 € est versée lorsque l'agent en activité ou ses ayants droit (conjoint, enfant) se trouve(nt) devant la nécessité de faire appel aux services d'une **AIDE FAMILIALE** ou d'une auxiliaire de vie dépendant d'un organisme agréé. Cette prestation peut être également versée aux agents qui font appel à une prestation familiale ne dépendant pas d'un organisme agréé. Prestation consentie dans la limite des frais engagés et après déduction des indemnités de sécurité sociale, caisse d'allocations familiales, mutuelle et employeur.

#### ARTICLE 2

Une prestation forfaitaire annuelle de 300 € est versée lorsque l'agent retraité ou ses ayants droit (conjoint, enfant) se trouve(nt) devant la nécessité de faire appel aux services d'une **AIDE MÉNAGÈRE** à domicile ou d'une auxiliaire de vie à domicile relevant d'un organisme agréé, dans la limite des frais engagés, déduction faite des différentes prestations octroyées. Cette prestation peut être également versée aux retraités qui font appel à une aide familiale, ménagère ou d'une auxiliaire de vie à domicile ne dépendant pas d'un organisme agréé.

#### ARTICLE 3

Une prestation **CARTE DE PÊCHE** est accordée annuellement pour les agents, leur conjoint et leurs enfants à partir de 12 ans, titulaires d'une carte de pêche annuelle délivrée par une Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique (AAPPMA), son distributeur ou sur le site [www.cartepeche.fr](http://www.cartepeche.fr).

La prestation est versée dans la limite des frais engagés et pour un minimum d'achat de 30 €.

- Carte interfédérale : 20 €
- Carte Majeur : 16 €
- Carte découverte femme : 7 €
- Carte Mineur 12 à 18 ans :

4 €

#### ARTICLE 4

Une prestation **CATASTROPHE NATURELLE** de 600 € est accordée afin d'aider les agents à faire face aux premières dépenses rendues nécessaires pour la résidence principale, suite à une catastrophe naturelle. La prestation est versée dans la limite des frais engagés.

#### ARTICLE 5

Pour le **DÉCÈS DE L'AGENT** : une prestation de 965 € peut être versée soit :

- au conjoint, concubin (ayant plus de 2 ans de vie commune) ou à la personne à laquelle l'agent était lié par un Pacs,
- aux héritiers,
- à la personne qui a assumé les frais d'obsèques,
- à l'entreprise de Pompes Funèbres ou autre organisme.

Les enfants de l'agent restent bénéficiaires des aides pendant l'année au cours de laquelle est survenu le décès.

#### ARTICLE 6

Prestation consentie pour le décès :

- **d'un enfant à charge\***,
- **du conjoint**,
- **d'un ascendant** vivant obligatoirement sous le toit de l'agent et percevant l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) ou allocation supplémentaire. Cette prestation de 610 € peut être versée soit :
  - à l'agent,
  - aux héritiers,
  - à la personne qui a assumé les frais d'obsèques,
  - à l'entreprise de Pompes Funèbres ou autres organismes.

(\*) Jusqu'à ses 18 ans dans l'année civile, l'enfant est automatiquement considéré à charge par le CNAS, au-delà, tout dépend de sa situation.

Il est considéré à charge :

- s'il est scolarisé,
- s'il est en situation de handicap à au moins 50%,
- s'il se trouve dans l'une des situations suivantes : – en apprentissage – au chômage – en stage de formation professionnelle et ne perçoit pas plus de 55% du SMIC brut mensuel.

## ARTICLE 7

Une prestation pour le **DÉMÉNAGEMENT** de 200 € est accordée pour faciliter la mobilité des agents territoriaux.

Prestation accordée en cas :

- de mutation de l'agent, dès lors que la collectivité d'origine ou la collectivité d'arrivée est adhérente au CNAS,
- de premier recrutement de l'agent avec un contrat d'un an minimum,
- de mobilité géographique en interne (changement de résidence administrative),
- de détachement vers d'autres collectivités ou une autre fonction publique ou des employeurs associatifs,
- de fin de détachement d'un agent qui réintègre sa collectivité d'origine,
- de changement de situation familiale (naissance ou départ d'un enfant, décès du conjoint, séparation ou divorce),
- de mise à disposition.

Cette prestation est versée dans la limite des frais engagés.

## ARTICLE 8

Une prestation pour le **DÉPART À LA RETRAITE ou LICENCIEMENT POUR INAPTITUDE PHYSIQUE DÉFINITIVE** est accordée aux agents quel que soit leur statut ayant au moins 5 années de service dans la fonction publique ou dans l'organisme employeur : 170 € + 10 € par année supplémentaire au-delà de 5 ans de service.

Ne sont comptabilisées que les années complètes.

Prestation accordée aux agents titulaires et non titulaires, faisant valoir leurs droits à la retraite ou licenciés pour inaptitude physique définitive après épuisement de leurs droits statutaires à congés de maladie et justifiant d'au moins 5 années de service.

Prestation servie sans condition de ressources.

## ARTICLE 9

Une prestation forfaitaire annuelle est accordée aux agents ayant un **ENFANT HANDICAPÉ**.

Taux d'invalidité minimum de 80 % : 600 €

Taux d'invalidité compris entre 50 et 79 % : 230 € jusqu'au 25 ans de l'enfant dans l'année civile.

Cette prestation est versée lorsque l'enfant handicapé :

- est placé dans un centre et qu'il rentre les week-ends et durant les vacances scolaires chez ses parents ;
- est placé en permanence dans un centre et est très difficilement transportable ;
- vit au domicile de l'agent ;
- vit en logement adapté.

## ARTICLE 10

Une prestation **GARDE DE JEUNE ENFANT**, est accordée aux agents qui ont à charge un ou plusieurs enfants de moins de 3 ans (dans l'année civile) placé(s) en crèche collective, crèche familiale, crèche parentale, jardin d'enfants, halte-garderie ou chez une assistante maternelle agréée. L'agent ainsi que son conjoint (pour les couples mariés, liés par un Pacs ou en concubinage) doivent tous deux exercer une activité professionnelle. Prestation versée dans la limite des frais engagés, déduction faite des aides que l'agent a pu percevoir par ailleurs. Cette prestation n'est pas versée lorsqu'il s'agit de frais de garderie périscolaire avant et après l'école.

Impôt compris entre 0 et 1 000 € : forfait de 150 € par an et par enfant

Impôt compris entre 1 001 et 1 800 € : forfait de 120 € par an et par enfant

Impôt au-delà de

1 800 € :

forfait de 100 € par an et par enfant

## ARTICLE 11

Une prestation spéciale **HANDICAPÉ TIERCE PERSONNE** d'un montant forfaitaire annuel de 215 € est accordée pour les agents, les conjoints et enfants handicapés nécessitant l'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de l'existence ou ayant un handicap entraînant des dépenses coûteuses.

Cette prestation est versée aux bénéficiaires :

- du complément AEEH à partir de la 2<sup>e</sup> catégorie attribuée par les MDPH,
- de la prestation de compensation du handicap (PCH) ou de l'allocation compensatrice Tierce Personne (ACTP) attribuées par les MDPH,
- d'une pension d'invalidité de 3<sup>e</sup> catégorie de la Sécurité sociale,
- de l'APA (grille AGGIR 1 à 4) attribuée par les CLIC.

## ARTICLE 12

Une prestation forfaitaire **HÉBERGEMENT PERMANENT** de 120 € est accordée annuellement aux agents retraités placés à titre permanent en maison de retraite, foyer-logement, structure médicale ou chez des particuliers agréés par le département.

## ARTICLE 13

À l'occasion du **MARIAGE** ou du **PACS** de l'agent, une prestation de 230 € est versée.

Seule l'une de ces deux prestations sera attribuée pour un même couple.

## ARTICLE 14

À l'occasion de l'attribution de la **MÉDAILLE D'HONNEUR RÉGIONALE, DÉPARTEMENTALE ET COMMUNALE**, les agents reçoivent (référence : date de la promotion).

- Pour la médaille d'Argent : 170 € (20 ans)
- Pour la médaille de Vermeil : 185 € (30 ans)
- Pour la médaille d'Or : 245 € (35 ans)

Peuvent également prétendre à la prestation médaille : les agents qui ne peuvent bénéficier de cette attribution en raison de leur fonction spécifique mais qui obtiennent une médaille liée à l'ancienneté (médaille du travail).

Pour les Sapeurs-Pompiers professionnels :

- médaille d'Argent : 170 € (20 ans)
- médaille de Vermeil : 185 € (25 ans)
- médaille d'Or : 245 € (35 ans)

## ARTICLE 15

À l'occasion de l'attribution de la **MÉDAILLE DU COURAGE**, les agents reçoivent sur production du diplôme ou de l'arrêté d'attribution une prestation de 100 €.

## ARTICLE 16

À l'occasion d'une **NAISSANCE**, de **L'ADOPTION\*** ou de la **RECONNAISSANCE\*** d'un enfant au foyer de l'agent jusqu'au 18<sup>e</sup> anniversaire de l'enfant : une prestation de 220 € est accordée.

En cas de naissance, adoption\* ou reconnaissance\* multiple, la prestation est de 325 € par enfant.

\* L'enfant doit avoir moins de 18 ans au moment de l'adoption ou de la reconnaissance.

En cas de naissance sans vie, cette prestation, ainsi que le **décès enfant** (Article 6 du présent règlement) seront versés.

## ARTICLE 17

Une prestation forfaitaire de 125 € est accordée aux agents qui fêtent leurs **NOCES D'OR**.

Pour les **NOCES DE DIAMANT**, la prestation est de 230 €.

## ARTICLE 18

Une prestation de 30 € par enfant est accordée à l'occasion de la Fête de **NOËL**, jusqu'au 31 décembre de l'année des 10 ans de l'enfant.

*Prestation versée sous la forme d'une lettre chèque CADHOC multi-enseignes (1 lettre chèque par enfant).*

## ARTICLE 19

Une prestation **PERMIS DE CONDUIRE** de 150 € est accordée pour les agents qui passent un permis de conduire.

Versement sur production de l'attestation de réussite au code de la route ou justificatif des frais engagés pour les heures de conduite, s'ils ont obtenu le code de la route depuis plus de 12 mois.

## ARTICLE 20

Une prestation annuelle **RENTREE SCOLAIRE** est accordée aux enfants qui poursuivent des études, de l'entrée en 6<sup>e</sup> et jusqu'à 26 ans (dans l'année civile).

● **Pour les enfants de 11 ans (ou entrant en 6<sup>e</sup>) jusqu'à 18 ans dans l'année civile :**

47 € par an et par enfant si le mode de versement choisi est une lettre-chèque CADHOC.

38 €\* par an et par enfant si le mode de versement choisi est un virement sur compte

Quel que soit le niveau d'études, y compris apprentissage et contrat d'études en alternance.

● **Pour les enfants âgés de 19 à 26 ans dans l'année civile (ou moins de 19 ans pour les enfants en études supérieures) :**

Ligne 14 de l'impôt compris entre 0 et 1 000 € :

220 € par an et par enfant, versement uniquement par virement sur compte.

Ligne 14 de l'impôt compris entre 1 001 et 1 800 € :

112 € par an et par enfant si le versement choisi est un chéquier CADHOC.

90 €\* par an et par enfant si le versement choisi est virement sur compte.

Ligne 14 de l'impôt situé au-delà de 1 800 € :

80 € par an et par enfant si le versement choisi est un chéquier CADHOC.

64 €\* par an et par enfant si le versement choisi est virement sur compte.

\* La différence de montant correspond au paiement des cotisations URSSAF sur ces prestations.

Si l'agent ne fournit pas son avis d'imposition, il percevra automatiquement le montant alloué correspondant à l'imposition au-delà de 1 801 €.

## ARTICLE 21

Une prestation **SOUTIEN À L'ÉVEIL CULTUREL** de 30 € est accordée annuellement, pour les enfants de 5 à 16 ans (dans l'année civile), qui pratiquent une des activités extra-scolaires annuelles suivantes : musique, écoles de cirque, danse, théâtre, arts plastiques (sculpture, dessin, peinture), chorale, dans une école municipale, départementale, nationale ou associative loi 1901. Si l'école est associative, elle doit obligatoirement bénéficier d'une subvention publique.

La prestation est versée dans la limite des frais engagés.

## ARTICLE 22

Une prestation pour **STAGE DE MONITEUR OU D'ANIMATEUR** de 105 € par an et par enfant est accordée aux enfants à charge(\*) des agents (jusqu'à leurs 25 ans dans l'année civile) qui désirent effectuer un stage de moniteur, d'aide moniteur, de direction, d'encadrement, d'éducateur, de secourisme, de surveillant de baignade, sauvetage en mer et autres fonctions concernant les activités de loisirs (culturelles et sportives). Elle est consentie dans la limite des frais engagés. Il peut être accordé 2 prestations "stage moniteur" lorsque le stage BAFA session générale et session approfondissement se déroulent la même année.

Séjour minimum obligatoire de 4 jours en une ou plusieurs fois.

## ARTICLE 23

**A.** Une prestation **SÉJOUR VACANCES ENFANTS** est accordée à l'issue du séjour, dans la limite des frais engagés, pour tout séjour d'enfants de minimum 4 jours consécutifs, en une seule demande, jusqu'à ses 18 ans dans l'année civile (ou 25 ans si l'enfant est handicapé) en maison familiale de vacances, gîte ou village de vacances, location meublée, colonie de vacances, camping homologué (y compris camping à la ferme homologué), hôtel, stage de vacances, tourisme fluvial, séjour à thème.

L'agent doit obligatoirement participer au séjour sauf les colonies de vacances

Prestation versée en une seule fois par année civile.

Impôt compris entre 0 et 1 000 € : forfait de 80 € par an et par enfant

Impôt compris entre 1 001 et 1 800 € : forfait de 61 € par an et par enfant

Impôt au-delà de 1 800 € : forfait de 46 € par an et par enfant

**B.** Une prestation **ACCUEIL DE LOISIRS** est accordée à l'issue d'un accueil minimum de 4 jours ouvrables, consécutifs ou non, pendant les périodes scolaires et hors scolaires, pour tous les enfants jusqu'à leurs 18 ans dans l'année civile (ou 25 ans si l'enfant est handicapé).

Prestation versée en une seule fois par année civile.

Si l'enfant est hébergé durant cette période, c'est la prestation "séjour vacances enfants" qui est versée.

Impôt compris entre 0 et 1 000 € : forfait de 55 € par an et par enfant

Impôt compris entre 1 001 et 1 800 € : forfait de 45 € par an et par enfant

Impôt au-delà de 1 800 € : forfait de 35 € par an et par enfant

**C.** Une prestation séjour en **CLASSE D'ENVIRONNEMENT** (mer, neige, campagne, séjour à thème) est accordée à l'issue du séjour, dans la limite des frais engagés, pour tout séjour d'enfants de 3 jours minimum avec hébergement, jusqu'à ses 18 ans dans l'année civile (ou 25 ans si l'enfant est handicapé). Séjour obligatoirement organisé par un établissement scolaire sur le territoire français.

Versée en une seule fois par année scolaire, dans la limite des frais engagés.

Impôt compris entre 0 et 1 000 € : forfait de 80 € par enfant et par année scolaire

Impôt compris entre 1 001 et 1 800 € : forfait de 61 € par enfant et par année scolaire (du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août)

Impôt au-delà de 1 800 € : forfait de 46 € par enfant et par année scolaire

(\*) Jusqu'à ses 18 ans dans l'année civile, l'enfant est automatiquement considéré à charge par le CNAS, au-delà, tout dépend de sa situation.

Il est considéré à charge :

● s'il est scolarisé,

● s'il est handicapé à au moins 50%,

● s'il se trouve dans l'une des situations suivantes : – en apprentissage – au chômage – en stage de formation professionnelle.

D. Une prestation **SÉJOUR LINGUISTIQUE** est accordée à l'issue du séjour, dans la limite des frais engagés, pour tout séjour d'enfants de 4 jours minimum, effectué en période scolaire ou hors scolaire, jusqu'à leur 20 ans dans l'année civile, (de 25 ans si l'enfant est handicapé). Il peut être accordé 2 prestations "séjour linguistique" dans l'année civile, si deux années scolaires sont concernées.

Séjour obligatoirement organisé à l'étranger.

Versée en une seule fois par année scolaire, dans la limite des frais engagés.

Impôt compris entre	0 et 1 000 € :	forfait de 80 € par enfant et par année scolaire	
Impôt compris entre	1 001 et 1 800 € :	forfait de 61 € par enfant et par année scolaire	(du 1 <sup>er</sup> septembre au 31 août)
Impôt au-delà de	1 800 € :	forfait de 46 € par enfant et par année scolaire	

E. Une prestation annuelle **SÉJOUR VACANCES RETRAITES** est accordée à l'issue du séjour pour les agents retraités qui effectuent un séjour d'une durée minimum de 4 jours consécutifs en maison de vacances, gîte ou village de vacances, location meublée, hôtel, camping, vacances organisées, tourisme fluvial, à plus de 20 km du domicile. Versée dans la limite des frais engagés.

Impôt compris entre	0 et 1 000 € :	forfait de 80 € par an
Impôt compris entre	1 001 et 1 800 € :	forfait de 61 € par an
Impôt au-delà de	1 800 € :	forfait de 46 € par an

## **SOUS-CHAPITRE 2 : PRESTATIONS SOUMISES À BARÈME**

### **ARTICLE 24**

#### **AIDE SOCIALE LOGEMENT**

##### **MONTANT DE LA PRESTATION :**

Prestation soumise à condition de ressources. Jusqu'à 610 € maximum.

L'attribution de l'aide sociale au logement est étudiée au cas par cas sur présentation d'un dossier détaillé. Elle s'adresse aux bénéficiaires qui doivent exposer des dépenses locatives élevées pour leur budget, sans pouvoir bénéficier des aides de droit commun LOCA-PASS ou FSL accès.

Le calcul de la moyenne économique sert de barème d'attribution (12 € maximum par jour et par personne).

### **ARTICLE 25**

#### **SECOURS EXCEPTIONNEL**

##### **MONTANT DE LA PRESTATION :**

Prestation soumise à condition de ressources. Jusqu'à 610 € maximum.

L'attribution d'un secours exceptionnel est étudiée au cas par cas sur présentation d'un dossier détaillé, exposant le motif de la demande d'aide.

##### **CRITÈRE D'ATTRIBUTION**

Faire face à des difficultés financières **liées** à :

– **ACCIDENT DE LA VIE**

● **Arrêt maladie entraînant une baisse de salaire importante ou frais de santé importants restants à la charge de l'agent** (dépassements d'honoraires suite à une hospitalisation, achat de matériel pour personnes handicapées, frais dentaires/lunettes/auditeurs restants à charge de l'agent après intervention de la CPAM et mutuelle).

● **Chômage et/ou fin de droit aux ASSEDIC .**

● **Divorce/séparation.**

● **Décès** (pour les frais d'obsèques assumés uniquement par l'agent).

– **DÉPENSE IMPRÉVUES**

● Achat de matériel de première nécessité (machine à laver le linge, cuisinière, gazinière, réfrigérateur, appareil de chauffage).

● Acquisition/réparations de voiture dont le coût unique des réparations est au minimum de 400 € hors main d'œuvre (pas de menues réparations cumulées).

● Facture d'eau due à une fuite causée par des équipements sanitaires ou de chauffage (consommation excédant le double de la consommation moyenne du bénéficiaire).

● Dépôt d'un dossier de surendettement : le temps de l'instruction d'un dossier de surendettement par la Banque de France, pour aider l'agent à continuer d'honorer le paiement de ses charges courantes.

Le calcul de la moyenne économique du foyer sert de barème d'attribution (12€ maximum/jour/personne).

### **ARTICLE 26**

Une prestation annuelle **SÉJOUR AGENT SANS ENFANT À CHARGE** de 80 € est accordée à l'issue du séjour, dans la limite des frais engagés, pour tout séjour de 4 jours minimum consécutifs.

Cette prestation est versée aux agents dont le montant de la ligne 14 de l'avis d'imposition est situé entre 0 et 1 000 €.

### **CNAS ÉCOUTE SOCIALE**

SERVICE GRATUIT\*, assuré en partenariat avec Fidélia Assistance.

Écouteurs qualifiés et soumis au secret professionnel ou médical, une équipe d'assistants sociaux, médecins, psychologues répondent à vos questions sur :

● **La santé** : maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie, prise en charge des personnes handicapées, statut de l'agent en maladie, invalidité, accès aux soins...

● **La famille** : problèmes conjugaux et éducatifs, modes de garde, démarches pour l'accès à un logement...

● **Les difficultés financières ou administratives** : allocations familiales, couverture sociale, gestion du budget, surendettement, impayés locatifs ou d'énergie...

#### **CONDITIONS :**

– Pour vous et vos ayants droits

– Se munir de la carte de membre CNAS avant d'appeler.

N° INDIGO : 09 69 39 75 73

Du lundi au vendredi de 9h à 19h.

\* Service financé par le CNAS, hors coût de la communication à la charge de l'appelant.

**Ce service ne peut en aucun cas répondre aux questions concernant les prestations du CNAS.**

## CHAPITRE 2 : PRÊTS

**Pour connaître les pièces justificatives à joindre obligatoirement aux dossiers de demande de prêt, se référer au formulaire de demande de prêt.**

Les prêts sont accordés aux agents suivant des critères définis pour chaque catégorie de prêt. Ils sont cumulables entre eux dans la limite du taux d'endettement. La règle du cumul s'applique pour des dépenses ou besoins différents.

### SOUS-CHAPITRE 1 : PRÊTS NON SOUMIS À CONDITION DE RESSOURCES

#### ARTICLE 27

**PRÊT AMÉLIORATION DE L'HABITAT** pour travaux réalisés dans une résidence principale (en propriété, location ou logement de fonction). Montant minimum de 1 000 € et maximum de 7 500 €, TAEG fixe de 1,21 à 1,95 % (selon la durée) sur une durée variable minimum de 1 an et maximum de 6,5 ans.

Frais de dossier : 0,5 % du montant prêté prélevé avec la première échéance.

Ce prêt est également accordé :

- aux agents ou conjoints bénéficiant d'un logement de fonction pour travaux dans leur résidence principale pour la retraite,
  - aux agents habitant un logement locatif pour travaux dans la résidence principale pour la retraite à moins de 5 ans de la retraite.
- Le versement s'effectuera sur le compte bancaire sur présentation de devis de moins de 6 mois ou factures acquittées depuis moins de 2 mois. Ce prêt est bonifié à hauteur de 2 % par le CNAS.

#### ARTICLE 28

**PRÊT ACCOMPAGNEMENT À L'ACCESSION** pour l'achat ou la construction d'une résidence principale, pour l'achat d'un terrain à la condition que ce terrain soit acheté en vue de la construction d'une résidence principale ou pour l'agrandissement du logement rendu nécessaire par la composition familiale.

Montant minimum de 1 000 € et maximum de 10 000 €, TAEG fixe de 2,32 à 3,94 % (selon la durée) sur une durée variable minimum de 1 an et maximum de 8 ans.

Le prêt est versé par virement à l'agent.

Frais de dossier : 1 % du capital prêté prélevé avec la 1<sup>re</sup> échéance.

Ce prêt est bonifié à hauteur de 1 % par le CNAS.

#### ARTICLE 29

**AVANCE POUR ACHAT DE MATÉRIEL POUR PERSONNE HANDICAPÉE**, pour l'acquisition de matériel spécialisé pour PERSONNE handicapée (fauteuil roulant, etc.), la réalisation de travaux d'adaptation au handicap (exemple = douche adaptée), l'achat ou l'aménagement d'un véhicule adapté spécifiquement au handicap pour les agents ou conjoints et enfants vivant obligatoirement dans leur foyer, dont le taux d'incapacité est au moins égal ou supérieur à 50 %.

Limitée à 4 000 € sur une durée variable et maximum de 48 mois. Sans intérêt.

Le montant de l'avance est versé soit :

- par chèque au fournisseur sur présentation de devis,
- par virement bancaire à l'intéressé sur présentation des originaux des factures acquittées depuis moins de deux mois.

#### ARTICLE 30

**PRÊT DÉPANNAGE** accordé aux agents pour faire face à des dépenses prévues ou imprévues, ayant 6 mois d'ancienneté dans la Fonction Publique.

Limité à 2 000 € sur une durée variable et maximum de 30 mois.

TAEG fixe : 1,01 %\*

Le prêt est versé soit :

- par chèque au fournisseur ou organisme sur présentation de devis,
- par virement à l'agent sur présentation des originaux des factures acquittées depuis moins de deux mois.

#### ARTICLE 31

**PRÊT ÉTUDES SUPÉRIEURES** consenti aux agents qui ont un ou plusieurs enfants jusqu'à 26 ans dans l'année civile, qui poursuivent des études supérieures ou qui entrent dans une filière technique ou professionnelle (achat d'outillage, d'habillement professionnel ou d'équipement informatique).

Limité à 3 000 €, sur une durée variable et maximum de 30 mois, TAEG fixe : 1,01 %\*.

Le prêt est versé par virement bancaire à l'agent.

Ce prêt est consenti par enfant (si un agent a plusieurs enfants qui poursuivent des études supérieures, il peut prétendre à autant de prêts de 3 000 €, dans la limite du taux d'endettement autorisé).

#### ARTICLE 32

**PRÊT JEUNES MÉNAGES** consenti pour les nouveaux ménages :

- ayant moins de 4 ans de mariage
- ayant moins de 4 ans de PACS
- en concubinage ayant un premier enfant de moins de 2 ans reconnu par l'agent.

Pour l'achat de biens d'équipement et frais d'installation.

Limité à 3 000 € sur une durée variable et maximum de 30 mois. TAEG fixe 1,01 %\*.

Le prêt est versé par virement bancaire à l'agent.

#### ARTICLE 33

**PRÊT ADOPTION** consenti pour les dépenses liées à l'adoption (frais de voyage, d'avocat...).

Limité à 3 000 € sur une durée variable et maximum de 30 mois. TAEG fixe 1,01 %\*.

Le prêt est versé par virement bancaire à l'agent.

\* Afin de couvrir le risque décès et de perte totale et irréversible d'autonomie, 2 % du capital emprunté seront déduits du capital versé aux agents de plus de 64 ans, pour tous les prêts supérieurs à 1 000 €.

## ARTICLE 34

**PRÊT DÉPART À LA RETRAITE OU CESSATION ANTICIPÉE D'ACTIVITÉ** consenti pour les agents en attente de la liquidation de la pension ou des frais d'installation.

Limité à 3 000 € sur une durée variable et maximum de 30 mois. TAEG fixe 1,01 %\*.

Le prêt est versé par virement bancaire à l'agent.

## ARTICLE 35

**PRÊT D'INSTALLATION** consenti pour l'installation dans un nouveau logement datant de moins de 2 mois (paiement de la caution, dépôt de garantie, avance de loyer, frais de déménagement...).

Limité à 3 000 € sur une durée variable et maximum de 30 mois. TAEG fixe 1,01 %\*.

Le prêt est versé par : – chèque envoyé à l'agent à l'ordre du fournisseur sur présentation du devis

– virement bancaire à l'agent sur présentation des originaux de factures acquittées depuis moins de 2 mois.

## ARTICLE 36

**PRÊT CATASTROPHES NATURELLES** consenti pour les agents sinistrés lors d'une catastrophe naturelle.

Limité à 3 000 € sur une durée variable et maximum de 30 mois. TAEG fixe 1,01 %\*.

Le prêt est versé par virement bancaire à l'agent.

## ARTICLE 37

**PRÊT PROTHÈSES ET LUNETTERIE** consenti pour la pose de prothèses auditives, dentaires et/ou implants dentaires, et/ou orthopédiques, pour l'achat de prothèse capillaire nécessitée par la maladie, pour les traitements d'orthodontie, ainsi que pour la lunetterie et les lentilles (sauf jetables), ou la correction oculaire par le laser, lorsque la part restant à la charge de l'agent, déduction faite des remboursements de la CPAM et/ou de mutuelle, s'élève à plus de 230 €.

Limité à 2 000 € sur une durée variable et maximum de 24 mois. TAEG fixe : 1,01 %\*.

Le prêt est versé soit :

- par chèque au praticien sur présentation de devis,
- par virement à l'intéressé sur présentation des originaux des factures acquittées depuis moins de deux mois.

## ARTICLE 38

**PRÊT VÉHICULES** consenti aux agents ayant 6 mois d'ancienneté dans la Fonction Publique, pour l'acquisition :

- d'un véhicule neuf ou d'occasion,
- de motos d'au moins 125 cm<sup>3</sup>,
- d'un vélo ou d'un motocycle (cyclomoteur, scooter ...) neuf,

Cette acquisition doit exclusivement être destinée à l'agent ou son conjoint.

Limité à 4 000 € sur une durée variable et maximum de 30 mois. TAEG fixe : 1,01 %\*.

Le prêt est versé soit :

- par chèque envoyé à l'agent, à l'ordre du fournisseur ou au particulier sur présentation de devis,
- par virement à l'intéressé sur présentation des originaux des factures acquittées depuis moins de deux mois.

## ARTICLE 39

**PRÊT VÉHICULES ET ACCESSOIRES DITS DE «LOISIRS»** consenti aux agents ayant 6 mois d'ancienneté dans la Fonction Publique, pour l'acquisition :

- d'un quad immatriculé neuf ou d'occasion,
- d'un camping-car neuf ou d'occasion,
- d'une caravane neuve ou d'occasion,
- d'une tente ou de matériel de camping neuf,
- d'un mobil-home neuf ou d'occasion,
- d'un bateau neuf ou d'occasion.
- d'une remorque neuve,

Cette acquisition doit exclusivement être destinée à l'agent ou son conjoint.

Limité à 3 000 € sur une durée variable et maximum de 30 mois.

TAEG fixe : 3,04 %\*.

Le prêt est versé soit :

- par chèque envoyé à l'agent, à l'ordre du fournisseur ou au particulier sur présentation de devis,
- par virement à l'intéressé sur présentation des originaux des factures acquittées depuis moins de deux mois.

## SOUS-CHAPITRE 2 : PRÊTS SOUMIS À CONDITION DE RESSOURCES

## ARTICLE 40

**PRÊT SOCIAL** consenti aux agents pour faire face à des besoins financiers ponctuels liés à un accident de la vie (maladie, perte d'emploi, décès, divorce, etc.) mettant en difficulté leur budget.

Limité à 2 000 € sur une durée variable et maximum de 36 mois.

TAEG fixe : 0,5 %\*. Impôt n'excédant pas 3 000 €.

Le prêt est versé sous forme de chèque, envoyé à l'agent à l'ordre du fournisseur ou organisme sur présentation d'1 devis, ou par virement à l'agent sur présentation des originaux de factures acquittées.

\* Afin de couvrir le risque décès et de perte totale et irréversible d'autonomie, 2 % du capital emprunté seront déduits du capital versé aux agents de plus de 64 ans, pour tous les prêts supérieurs à 1 000 €.

## ARTICLE 40 bis

**MICROPRÊT SOCIAL** – Prêt accordé par CMP Banque

– **Prêt consenti pour financer un projet de vie utile pour l'agent ou sa famille, lorsqu'aucun des prêts CNAS ne peut être proposé pour la réalisation du projet de l'agent (non cumulable avec un autre prêt CNAS sollicité pour le même motif).**

**Voici quelques exemples de projets retenus :**

Acquisition ou réparation d'un moyen de transport, financement d'une formation ou d'un permis de conduire, installation dans un nouveau logement (dépôt de garantie, frais d'agence, déménagement...).

– **Financement de 500 à 3 000 € remboursables de 24 à 36 mois** TAEG fixe : 5,10 % pour un remboursement sur 24 mois et 4,86 % pour un remboursement sur 36 mois (Frais de dossier 1 % inclus).

90 % des intérêts ainsi que la totalité des frais de dossier et d'assurance (facultative) seront remboursés à l'agent par le CNAS à l'issue du prêt, s'il n'y a pas eu d'incident de paiement et lorsque la facture acquittée correspondant au projet décrit est présentée après l'octroi du prêt.

– **Conditions :**

Ce prêt est réservé aux agents dont l'impôt ne dépasse pas la 1<sup>re</sup> tranche d'imposition soit 1 000 € (ligne 14 de l'avis d'imposition intitulée "impôt sur le revenu soumis au barème").

Le prêt est versé sous forme de virement à l'agent.

## ARTICLE 41

**PRÊT VACANCES** accordé aux agents qui effectuent un séjour vacances, que ce soit par l'intermédiaire du CNAS ou de leur propre initiative ou une cure thermale. Limité à 500 € sur une durée variable et maximum de 8 mois.

TAEG fixe : 1,01 %. Impôt n'excédant pas 3 000 €.

Ce prêt peut se cumuler avec un Plan Épargne Chèques-Vacances bonifié (article 47 du présent règlement).

Le prêt est versé soit :

- par chèque à l'organisme ou au loueur sur présentation de devis,
- par virement à l'agent sur présentation des originaux des factures acquittées de l'organisme ou du loueur, au nom de l'agent, depuis moins de deux mois.

## SOUS-CHAPITRE 3 : MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET DE REMBOURSEMENT DES PRÊTS

### PRÊTS ACCORDÉS PAR LE CNAS

Concerne tous les prêts sauf les prêts "Amélioration de l'habitat" et "Accompagnement à l'accession et à l'extension de l'habitat".

Les contractuels qui sollicitent un prêt pourront bénéficier d'une durée de remboursement prorogée de 6 mois au-delà de la durée du contrat.

**2 % du capital emprunté** seront déduits du capital versé aux agents de plus de 64 ans, pour tous les prêts supérieurs à 1 000 €.

**Les remboursements** des mensualités sont assurés obligatoirement par prélèvements sur le compte bancaire de l'agent. La première échéance est différée d'un mois par rapport à la date d'émission de l'offre de contrat de crédit. Dans le cas où le bénéficiaire demande un différé de remboursement (1 à 3 mois), le premier prélèvement sera effectué à l'issue de cette période.

À compter de la 1<sup>re</sup> **échéance de prêt impayée**, le dossier est transmis à notre **service contentieux**, qui se charge de récupérer les sommes dues par tous moyens légaux.

Les prestations demandées par l'agent seront alors de droit imputées sur les échéances de prêts impayées. Il ne pourra plus prétendre aux autres prestations du CNAS : ouvrir un PECV, commander des Ticket CESU / Chèques Lire®/Disques® / Chèques Culture® / Coupons sport ANCV, bénéficier des réductions avec les organismes de vacances.

**Un délai de 5 ans** sera imposé entre la fin du remboursement et une nouvelle attribution, si le dossier est transmis à notre cabinet de recouvrement ou en cas d'effacement de créance par un tribunal d'instance, suite à une procédure de surendettement.

**Les charges d'emprunt** globales par foyer, en y incluant le montant du loyer, ne peuvent excéder 33 % des ressources mensuelles.

Si le taux d'endettement est supérieur à 33 %, il sera pris en compte le reste à vivre dans la limite de 40 % d'endettement.

Toute attribution de prêt fait l'objet d'une offre préalable conforme aux dispositions légales. L'agent dispose ensuite d'un délai de rétractation de 14 jours.

En cas de décès de l'emprunteur, les mensualités restant à recouvrer seront considérées comme soldées à la date du décès.

Il n'est pas prévu d'assurance en cas de maladie ou de perte d'emploi.

Les couples d'agents territoriaux actifs ou retraités bénéficient de la règle de cumul pour tous les prêts.

Le co-emprunteur ne peut être que le conjoint ou le concubin.

### PRÊTS ACCORDÉS PAR LA BFM

Pour le prêt "Amélioration de l'habitat", 0,5 % du montant prêté, sera prélevé au titre des frais de dossier.

Pour le prêt "Accompagnement à l'accession", 1 % du montant prêté, sera prélevé au titre des frais de dossier.

## SOUS-CHAPITRE 4 : PRÊT ACCORDÉ PAR LE CMP BANQUE

Grâce au partenariat entre le CNAS et le CMP Banque, vous bénéficiez de tarifs privilégiés pour vos prêts :

- réduction de frais de dossier et de taux,
- priorité pour l'analyse de votre demande.

● Prêt personnel

● Jeunes fonctionnaires

● Rachat de crédits

– Réducto et super réducto (prise en charge des frais de dossier par le CNAS)

N° dédié : 0810 003 243 (non surtaxé) ou [www.cmpbanque.fr](http://www.cmpbanque.fr)



## CHAPITRE 3 : TICKET CESU

### ARTICLE 42

Le CNAS offre à ses bénéficiaires la possibilité de commander des Ticket CESU d'une valeur nominale de 13 €. Le ticket CESU est un titre de paiement qui permet de régler les services à la personne.

Ces services sont regroupés en 3 domaines :

**Enfance** : crèche, halte-garderie, assistant(e) maternel(le), garde d'enfants hors domicile, garde partagée, garde à domicile, soutien scolaire, accueil de loisirs pour les enfants de moins de 6 ans, garderie périscolaire pour les enfants scolarisés en maternelle et en école élémentaire.

**Dépendance** : assistance à domicile des seniors et des personnes en situation de handicap.

**Habitat** : tâches ménagères (ménage, repassage), petits travaux de bricolage et de jardinage, assistance informatique.

#### Les avantages du Ticket CESU :

➤ **Assistance téléphonique** à votre disposition pour répondre à vos questions et rechercher vos prestataires.

➤ **e-Ticket CESU**, votre compte personnel sur internet pour rechercher et payer votre intervenant en un seul clic.

➤ **Aide financée par le CNAS**, nette de charges sociales et nette d'impôt sur le revenu.

➤ **Crédit d'impôt** sur le revenu de 50 % des sommes dépensées pour le paiement des prestations de services à la personne, déduction faite de l'aide financée par le CNAS.

➤ **Maintien des différentes prestations financières** dont vous bénéficiez déjà au titre de la garde d'enfants : PAJE...

\* Dans la limite de la législation en vigueur.

La participation du CNAS est de 20 %.

Commande minimum de 5 tickets – Commande limitée à 110 tickets par an et par agent. Les Ticket CESU ne sont pas remboursables.

**L'agent peut commander ses Ticket CESU sur [www.cnas.fr/espace personnel](http://www.cnas.fr/espace-personnel) avec paiement obligatoire par carte bancaire.**

**Réception sous 10 jours.**

Cet avantage est ouvert à tous.

#### ÉCHANGE :

Un somme forfaitaire de 13 € sera prélevée par EDENRED, sur le montant total de la demande d'échange.

## CHAPITRE 4 : CULTURE, BILLETTERIE ET LOISIRS

### ARTICLE 43 : CHÈQUE LIRE® / CHÈQUE DISQUE®

Conformément à une convention passée avec la société "**REV & SENS**", le CNAS offre aux agents la possibilité de commander des chèquiers "chèques lire®" ou "chèques disque®" d'une valeur de 20 €, 40 € et 60 € pour leur permettre de découvrir les nouveautés en livres, CD, DVD, CD-ROM...

La participation du CNAS est de **25 %**.

Maximum de 3 commandes par agent et par an pour un montant total de 120 € (90 € à la charge de l'agent auxquels s'ajoutent les 30 € de participation du CNAS).

**L'agent peut commander ses chèques Lire®/Disque® sur [www.cnas.fr](http://www.cnas.fr) - espace personnel - avec paiement obligatoire par carte bancaire. Réception sous 10 jours.**

Cet avantage est ouvert à tous.

### ARTICLE 44 : CHÈQUE-CULTURE®

Conformément à une convention passée avec la société "**REV & SENS**", le CNAS propose à ses bénéficiaires la possibilité de commander des chèquiers d'une valeur de 35 €, 70 € et 140 € pour leur permettre de découvrir des offres culturelles très variées.

Chèque Culture® non valable sur les rencontres sportives et parcs de loisirs.

La participation du CNAS est de **25 %**.

Maximum de 3 commandes par agent et par an pour un montant total de 140 € (105 € à la charge de l'agent, auxquels s'ajoutent les 35 € de participation du CNAS).

**L'agent peut commander ses chèques Culture® sur [www.cnas.fr](http://www.cnas.fr) - espace personnel - avec paiement obligatoire par carte bancaire. Réception sous 10 jours.**

Cet avantage est ouvert à tous.

### ARTICLE 45 : COUPON-SPORT ANCV

Conformément à une convention passée avec l'**ANCV**, le CNAS offre à ses bénéficiaires la possibilité de commander des Coupons Sport ANCV d'une valeur faciale de 10 € pour leur permettre de régler uniquement les adhésions, licences, cours ou stages sportifs. Il est valable 2 ans plus l'année d'émission.

La participation du CNAS est de **20 %**.

Quantité minimum à commander : 4 Coupons Sport ANCV par an (32 € à la charge de l'agent, auxquels s'ajoutent les 8 € de participation du CNAS).

Quantité maximum à commander : 25 Coupons Sport ANCV par an (200 € à la charge de l'agent, auxquels s'ajoutent les 50 € de participation du CNAS).

Cet avantage est ouvert à tous (à l'agent et ses ayants droit : conjoint, concubin et enfant(s)).

L'agent peut commander ses Coupons Sport sur [www.cnas.fr](http://www.cnas.fr) - espace personnel - avec paiement obligatoire par carte bancaire. Réception sous environ 3 semaines.

## **ARTICLE 46 : ACTOBI – LE CHÈQUE SPORT ET BIEN ÊTRE**

Le chèque Sport et bien-être d'ACTOBI est proposé aux bénéficiaires du CNAS et à leurs ayants-droit (conjoint, concubin et enfant(s)). D'une valeur faciale de 6 €, le chèque ACTOBI permet de pratiquer de façon occasionnelle et sans abonnement plus de 1000 activités sportives, loisirs et bien-être auprès de 5 881 partenaires dans toute la France.

La participation du CNAS est de 33%.

Quantité minimum : 5 chèques (20 € à la charge de l'agent, auxquels s'ajoutent les 10 € de participation du CNAS).

Quantité maximum : 20 chèques par an et par agent (80 € à la charge de l'agent, auxquels s'ajoutent les 40 € de participation du CNAS).

Les frais d'envoi sont à la charge de l'agent.

L'agent peut commander ses chèques sport :

- sur [www.cnas.fr](http://www.cnas.fr) via l'espace personnel avec paiement obligatoire par carte bleue
- par téléphone au 0825 679 999
- par courrier, bon de commande téléchargeable sur [www.cnas.fr](http://www.cnas.fr), à transmettre accompagné d'un chèque bancaire à l'adresse indiquée sur le bon de commande.

## **ACHATS ÉGALEMENT DISPONIBLES SUR [WWW.CNAS.FR](http://WWW.CNAS.FR) :**

### **ABONNEMENTS MAGAZINES**

Grâce à "Avantages au quotidien" les agents peuvent bénéficier de tarifs préférentiels sur les abonnements d'un grand nombre de magazines référencés en partie dans le catalogue général (consultables en totalité sur [www.cnas.fr](http://www.cnas.fr)) en :

- contactant Avantages au quotidien (par téléphone, courrier, internet),
- commandant le(s) magazine(s) choisi(s) à tarifs réduits,
- il(s) est (sont) envoyé(s) à l'adresse demandée dans un délai de 4 à 6 semaines,
- en fin d'abonnement, aucune relance n'est faite par le prestataire.

Commande : par téléphone au : 03 20 12 11 04

par courrier à : AVANTAGES AU QUOTIDIEN – Service commandes – CS 60003 – 59718 LILLE Cedex 9

par internet : [www.cnas.fr](http://www.cnas.fr)

Offre limitée à 153 € par agent et par année civile.

### **BILLETTERIE MEYCLUB**

**Dans la limite de 5 billets par année civile et par agent pour un spectacle, concert, festival, événement sportif... (excepté pour le cinéma) et 7 billets pour les parcs, musées, salons...**

MEYCLUB propose sur toute la France des spectacles, de la billetterie, des parcs et festivals à tarif préférentiel.

Tous ces événements sont subventionnés par le CNAS à hauteur de :

- 7 € pour les spectacles, théâtre, concerts... (Sauf billets dont le montant est égal ou inférieur à 8 €),
- 4 € pour les parcs, musées, salons... (Sauf billets dont le montant est égal ou inférieur à 5 €),
- 15 billets cinéma par année civile à 4 € l'unité.

Au-delà, l'agent pourra acheter des billets au prix adhérent Meyclub sans limite.

Commande : internet : [www.cnas.fr](http://www.cnas.fr) via l'espace personnel

téléphone : 0825 679 999 (0,15 € TTC/mn) du lundi au vendredi de 9 h 00 à 18 h 00

courrier : Meyclub Service réservation – 14, rue Chaptal – CS 006 – 92300 LEVALLOIS-PERRET

Les frais d'envoi sont à la charge de l'agent.

### **COFFRET WONDERBOX – COFFRETS CADEAUX**

- Au moins 13 % de remise toute l'année.
- 70 coffrets cadeaux et 20 000 activités bien-être, gastronomie, week-end, sport...
- Des coffrets pour tous les budgets.
- Une sélection des meilleurs partenaires.
- Une disponibilité maximale grâce à ses 6 000 partenaires partout en France.
- Une centrale de réservation dédiée.
- Échange et prolongation gratuits (voir conditions générales).
- Livraison gratuite en 72 h maximum.
- Dédommagement en cas de prestation non-conforme (voir conditions générales).

## **CHAPITRE 5 : VOTRE QUOTIDIEN**

### **INFORMATION JURIDIQUE**

Renseignement au : **09 69 36 81 43** (numéro cristal non surtaxé joignable depuis la métropole et les DOM) du lundi au samedi de 8 h à 20 h (hors jours fériés ou chômés).

- Ce service d'information juridique permet d'obtenir par téléphone des informations d'ordre juridique, en toute confidentialité, dans de nombreux domaines : droit de la famille, consommation, fiscalité, logement, travail...

- le coût de la consultation juridique par téléphone est pris en charge entièrement par le CNAS.

Seule la communication téléphonique est à la charge du bénéficiaire.

## CHAPITRE 6 : VACANCES

### ARTICLE 47 : PLAN ÉPARGNE CHÈQUES-VACANCES BONIFIÉ

Le CNAS offre la possibilité à ses bénéficiaires de constituer un plan épargne Chèques-Vacances par année civile.

Au cours d'une même année civile et après clôture d'un premier plan, il est possible d'ouvrir un 2<sup>e</sup> plan **dont la dernière échéance interviendrait obligatoirement l'année suivante**

Plusieurs formules sont proposées :

■ **Impôt compris entre 0 et 1 000 € :**

1. Épargne de 200 € pendant 5, 8 ou 10 mois – bonification de **45 %** (90 €) soit un total de Chèques-Vacances de **290 €**
2. Épargne de 400 € pendant 5, 8 ou 10 mois – bonification de **32,5 %** (130 €) soit un total de Chèques-Vacances de **530 €**

■ **Impôt compris entre 1 001 € et 1 800 € :**

Épargne de 400 € pendant 5, 8 ou 10 mois – bonification de **20 %** (80 €) soit un total de Chèques-Vacances de **480 €**

■ **Impôt au-delà de 1 801 € :**

Épargne de 400 € pendant 5, 8 ou 10 mois – bonification de **15 %** (60 €) soit un total de Chèques-Vacances de **460 €**

Les conditions applicables sont celles en vigueur au jour de l'ouverture du plan épargne.

Elles ne pourront être modifiées en cours d'épargne.

Aucune dérogation visant à réduire la durée de l'épargne (soit en augmentant le montant des mensualités, soit en régularisant une ou plusieurs échéances en début, en cours ou en fin de plan) ne sera accordée.

Cet avantage est cumulable avec le prêt vacances figurant à l'article 41 du présent Règlement.

Les agents qui ouvrent un plan épargne bonifié, peuvent également acheter des Chèques-Vacances à prix coûtant.

En cas de départ, démission, décès ou radiation de l'agent ou de résiliation d'adhésion émanant de la collectivité, de l'établissement public ou autre association, le CNAS met un terme au Plan Épargne et restitue à l'agent ou aux héritiers le montant de son épargne sans intérêt, ni bonification.

Après un premier et/ou deuxième impayé, une lettre est adressée à l'agent lui demandant de régulariser, sous 8 jours, en transmettant un chèque bancaire correspondant au montant du prélèvement.

En cas de non-paiement de l'impayé, un rappel est effectué. Si l'agent ne règle pas, le CNAS mettra automatiquement un terme à son plan.

En cas de troisième impayé, même si les précédents ont été réglés, le CNAS arrête le plan d'épargne de l'agent et rembourse le montant épargné, (déduction faite des frais éventuels d'impayés réclamés par la banque) sans intérêt, ni bonification.

Le remboursement s'effectue en fin de mois.

En cas d'arrêt du plan pour cause d'impayés, un délai d'un an sera exigé entre la date d'arrêt et une nouvelle ouverture de plan d'épargne Chèques-Vacances.

Les agents dont une ou plusieurs échéances demeurent impayées malgré plusieurs relances de nos services, seront tenus de régler tous les frais liés à la procédure mise en place.

L'envoi des Chèques-Vacances sous pli recommandé sera à la charge de l'agent et le coût de l'affranchissement (tarif en vigueur susceptible d'être modifié selon l'augmentation du coût de l'affranchissement) sera prélevé avec la dernière échéance.

### ÉCHANGE

Une somme forfaitaire de 10 € sera prélevée par l'ANCV sur le montant total de la demande d'échange.

### ARTICLE 48 : SÉJOURS VACANCES

Conformément aux conventions passées avec divers organismes, le CNAS offre aux agents actifs et retraités des possibilités de **SÉJOURS VACANCES**. Le personnel actif et retraité bénéficie de réservations dans la limite des places disponibles.

Sur les tarifs pratiqués par les organismes, le CNAS consent des remises variant en fonction du type d'hébergement et valables toute l'année :

- **15 %** en location (France et étranger),
- **5 %** en demi-pension ou pension complète (France Métropolitaine uniquement),
- **10 %** sur les séjours adultes en France Métropolitaine avec UCPA,
- **5 %** sur les séjours adultes aux Antilles et à l'étranger avec UCPA,
- **5 %** sur les voyages proposés par certains de nos partenaires,
- **5 %** sur les croisières proposées par CROISILAND,
- **20 %** sur les séjours jeunes (avec UCPA JUNIORS et formation BAFA en France et à l'étranger, ALUDEO en France et VACANCES POUR TOUS en France et à l'étranger – hors transport),
- **25 %** sur les séjours linguistiques et COLOS évaison avec SILC.

Ces réductions  
ne sont pas cumulables

**Attention :** certains partenaires attribuent au CNAS des quotas d'appartements, lorsque ceux-ci sont atteints, ils ne sont plus en mesure de satisfaire les agents.

Les séjours en thalassothérapie sont exclus.

Pour bénéficier de ces tarifs préférentiels (1/2 pension – pension complète – voyages – séjours jeunes), l'agent doit obligatoirement participer au séjour avec ses ayants droit(\*) (sauf séjours jeunes et linguistiques).

Il sera tenu compte de la situation familiale de l'agent au jour de la réservation.

Les agents en concubinage ou pacsés devront présenter un document officiel.

Les couples d'agents territoriaux ne peuvent réserver qu'un seul appartement aux mêmes dates et ne bénéficient que d'une seule participation du CNAS (non cumulable).

(\*) Les ayants droit sont :

- le conjoint, concubin ou personne liée par un PACS,
- les enfants de l'agent, à charge ou non jusqu'à leur 18 ans dans l'année civile, (20 ans pour les réservations chez SILC, VACANCES POUR TOUS/ séjours linguistiques, musicaux et artistiques) et 25 ans pour les enfants en situation de handicap,
- les enfants du conjoint, concubin ou, personne liée par un PACS, à la charge du foyer, jusqu'à leur 18 ans dans l'année civile.

## CHAPITRE 7 : CONDITIONS DE RESSOURCES

### ARTICLE 49 : TRANCHES D'IMPOSITION

Certaines prestations sont soumises à condition de ressources. Leur montant varie en fonction de la tranche d'imposition dans laquelle l'agent se situe.

La référence est la ligne 14 de l'avertissement d'impôt intitulée :

- soit "Impôt sur les revenus soumis au barème" pour les agents non imposables.
- soit "Impôt sur les revenus après allègement du barème" pour les agents imposables.

#### Année de référence d'imposition :

Pour tous les dossiers de :

- **demandes de prêts** reçues par l'antenne régionale entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2015, il sera pris en considération l'avis d'imposition ou de non-imposition **2014 sur les revenus 2013**.
- **demandes de prestations** dont la date d'événement se situe :
  - en 2014, il sera pris en considération l'avis d'imposition ou de non-imposition **2013 sur les revenus 2012**
  - en 2015, il sera pris en considération l'avis d'imposition ou de non-imposition **2014 sur les revenus 2013**
- **demandes de Plan épargne Chèques vacances** dont la 1<sup>re</sup> échéance se situe à compter du 05/02/2015, il sera pris en considération l'avis d'imposition ou de non-imposition 2014 sur les revenus 2013.

#### Tranches d'imposition applicables en 2015 :

**1<sup>re</sup> tranche d'imposition : montant de la ligne 14 compris entre 0 € et 1 000 €**

**2<sup>e</sup> tranche d'imposition : montant de la ligne 14 compris entre 1 001 € et 1 800 €**

**3<sup>e</sup> tranche d'imposition : montant de la ligne 14 situé au-delà de 1 800 €**

#### Cas particuliers :

	Décès d'un agent ou du conjoint	Mariage, PACS, concubinage	Divorce, dissolution de PACS ou séparation officielle	Rupture de concubinage
Le changement de situation a eu lieu en 2013	Taux de la 1 <sup>re</sup> tranche	Ligne 14 de l'AI 2014 sur les revenus 2013 – du couple ou – de l'agent et celui du conjoint en cas de déclaration séparée	Taux de la 1 <sup>re</sup> tranche	Ligne 14 de l'AI 2014 sur les revenus 2013 de l'agent uniquement
Justificatifs à fournir	AI 2014 sur les revenus 2013 ou acte de décès	AI 2014 sur les revenus 2013 – du couple ou – de l'agent et celui du conjoint en cas de déclaration séparée	Jugement de divorce, attestation avocat, certificat de dissolution de PACS	AI 2014 de l'agent sur les revenus 2013 de l'agent + attestation sur l'honneur (demande de prestation)
Le changement de situation a eu lieu en 2014 ou 2015	Taux de la 1 <sup>re</sup> tranche	Ligne 14 de l'AI 2014 sur les revenus 2013 de l'agent uniquement	Taux de la 1 <sup>re</sup> tranche	Ligne 14 de l'AI 2014 sur les revenus 2013 de l'agent uniquement
Justificatifs à fournir	Acte de décès	AI 2014 sur les revenus 2013 de l'agent	Jugement de divorce attestation avocat ou certificat de dissolution de PACS	AI 2014 de l'agent sur les revenus 2013 de l'agent + attestation sur l'honneur (demande de prestation)

La situation "séparé de fait" n'est pas reconnue par le CNAS

Sans production des documents demandés, tout changement de situation interviendra l'exercice suivant sur présentation du nouvel avis d'imposition.

Les agents en difficultés seront étudiés en "secours exceptionnels".

Pour les agents rattachés fiscalement à leurs parents, joindre au dossier l'avis d'imposition des parents ainsi qu'une attestation de l'agent précisant sa situation sur l'année de la déclaration.